



International
Resource
Panel

Ne pas diffuser avant le 12 mai 2011, 13h30 EDT (17h30 GMT)

Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Ashok Khosla, co-président du Panel international des ressources, ainsi que les principaux auteurs, Mark Swilling et Marina Fischer-Kowalski, dévoileront le rapport le 12 mai 2011, à l'occasion de la 19^e session annuelle de la Commission du développement durable, au Secrétariat des Nations Unies, à New York. Les auteurs sont également disponibles pour des interviews préalables. Un aperçu préliminaire du rapport complet, intitulé "Decoupling natural resource use and environmental impacts from economic growth," [Découpler l'utilisation des ressources naturelles et leur impact sur l'environnement de la croissance économique] est accessible à l'adresse : www.unep.org/resourcepanel/decoupling/Login.asp (nom d'utilisateur : resourcepanel (en minuscules); mot de passe : decoupling).

L'humanité peut et doit faire plus avec moins, souligne le PNUE

*Les experts pointent la nécessité de « découpler »
la consommation des ressources des taux de croissance économique*

New York, Nairobi – Le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement lance une mise en garde sur le fait que, si rien n'est fait pour « découpler » le taux de croissance économique du taux de consommation des ressources naturelles, le volume de minéraux, minerais, combustibles fossiles et biomasse consommés chaque année par l'humanité pourrait atteindre, d'après les estimations, 140

milliards de tonnes (soit trois fois les niveaux actuels) d'ici 2050.

Dans les pays développés, la consommation de ces quatre ressources clés s'élève en moyenne à 16 tonnes par habitant (et dépasse parfois les 40 tonnes). À titre de comparaison, un Indien consomme en moyenne aujourd'hui quatre tonnes par an.

D'après ce rapport, rédigé par le Panel international des ressources du PNUE, l'éventualité d'une hausse significative des niveaux de consommation, sous l'effet conjugué de la croissance démographique et économique, notamment dans les pays en développement, « va sans doute bien au-delà des niveaux supportables ».

Les gisements bon marché et de bonne qualité de certaines ressources essentielles telles que le pétrole, le cuivre et l'or, commencent déjà à s'épuiser, avec pour conséquence, une hausse des volumes de combustibles et d'eau douce nécessaires à leur extraction.

Faire en sorte que le taux de productivité des ressources (« faire plus avec moins ») dépasse celui de la croissance économique est le principe fondamental de la notion de « découplage », souligne le panel. Cet objectif implique néanmoins de repenser d'urgence les liens entre l'utilisation des ressources et la prospérité économique et de soutenir les innovations technologiques, économiques et sociales par des investissements massifs, pour parvenir au moins au gel de la consommation par habitant dans les pays riches, tout en aidant les pays en développement à adopter un mode de croissance plus durable.

Le phénomène d'urbanisation peut constituer selon les experts un atout à ce titre, dans la mesure où les villes permettent des économies d'échelle et une fourniture de services plus efficace. La consommation par habitant dans les zones densément peuplées est inférieure à celle des régions faiblement peuplées du fait des économies réalisées aux niveaux de la distribution d'eau, du logement, de la gestion des déchets et du recyclage, de la consommation d'énergie et des transports, indiquent les experts.

« Le découplage est une solution gagnante sur tous les tableaux : économique, social et environnemental, » estime Achim Steiner, sous-secrétaire général des Nations Unies et directeur exécutif du PNUE.

« Les gens croient que les nuisances écologiques sont le prix à payer pour les bienfaits économiques. Nous ne pouvons pas et n'avons pas à continuer à nous comporter comme si ce compromis était inévitable, » ajoute-t-il. « Le découplage s'inscrit dans une transition vers une économie verte fondée sur de faibles émissions de carbone et une utilisation efficace des ressources, afin de stimuler la croissance, créer des emplois décents et éradiquer la pauvreté pour que l'empreinte écologique de l'humanité ne dépasse pas les limites de la planète. »

« Le sommet ‘Rio+20’ de l’an prochain sera l’occasion de développer et d’accélérer l’éclosion de l’économie verte, dont les premiers bourgeons sont décelables dans l’ensemble des pays développés et en développement. »

Le nouveau rapport du Panel international des ressources du PNUE, le quatrième de la série, a été rendu public à New York lors de la session annuelle de la Commission des Nations Unies pour le développement durable, qui est axée sur la question de la consommation et de la production durables. Cette session précède d'un an la Conférence internationale des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) qui se tiendra du 4 au 6 juin 2012 à Rio de Janeiro, autour des deux questions centrales de l’économie verte dans le cadre du développement durable et de l’éradication de la pauvreté, et de l’obtention d’un accord sur un cadre international de développement durable.

Si le rapport ne propose pas d’options stratégiques et technologiques détaillées (qui feront l’objet de prochains rapports), il souligne que les technologies qui ont permis à l’homme d’extraire des quantités toujours plus importantes de ressources naturelles doivent être désormais mises au service d’une utilisation plus efficace des ressources.

La consommation de ressources moyenne par habitant et par an, à l’échelle mondiale, s’élevait, en 2000, entre 8 et 10 tonnes, soit environ le double de l’année 1900. Dans les pays industrialisés (qui représentent un cinquième de la population mondiale), ce taux moyen était pour la même année près de deux fois supérieur à la moyenne mondiale et de quatre à cinq fois supérieur à celui des pays en développement les plus pauvres.

La consommation par habitant à l’échelle mondiale (ou nationale) est calculée en divisant le total des extractions mondiales (ou nationales) de minéraux, de minerais, de combustibles fossiles et de biomasse par les chiffres de la population mondiale (ou nationale).

La croissance rapide du commerce international brouille néanmoins les responsabilités en matière de consommation des ressources et de leur incidence sur l’environnement, indiquent les auteurs.

Au cours du siècle dernier, les mesures de lutte contre la pollution et d’autres dispositifs ont permis de réduire l’impact environnemental de la croissance économique. Sous l’effet conjugué des innovations en matière de technologies, de conception de produits, d’utilisation de l’énergie et de l’essor des populations urbaines adoptant un style de vie plus durable, l’économie mondiale a connu une croissance plus rapide que la consommation des ressources.

Il convient cependant de relativiser ces progrès. La croissance démographique, le

maintien de la consommation à des niveaux élevés dans les pays industrialisés et la demande croissante de biens matériels, notamment en Chine, en Inde, au Brésil et dans d'autres économies émergentes ont multiplié par huit la consommation de ressources qui, en valeur absolue, est passée de 6 milliards de tonnes en 1900 à 49 milliards en 2000. Selon les estimations, elle s'élèverait aujourd'hui à 59 milliards de tonnes.

Le découplage est bel et bien à l'œuvre mais « à un rythme qui ne suffit pas pour satisfaire les besoins d'une société équitable et durable, » préviennent les auteurs du rapport. Entre 1980 et 2002, les ressources nécessaires pour produire une valeur économique de 1 000 dollars US ont chuté de 2,1 à 1,6 tonne.

Le rapport fait état des progrès accomplis dans quatre pays dont les gouvernements ont adopté des politiques appuyant ce découplage. C'est le cas de l'Allemagne et du Japon, qui ont démontré le potentiel de cette approche.

* L'Allemagne a fixé des objectifs en matière de productivité des énergies et des ressources et entend multiplier celle-ci par deux d'ici 2020. Le pays affiche également des objectifs ambitieux pour 2020, comme de satisfaire certains besoins énergétiques, notamment en chauffage et en électricité, avec des sources d'énergies renouvelables ou de réduire de 30 % les émissions de CO₂.

* Le Japon s'est engagé à devenir une « société durable », faible productrice d'émissions de carbone, axée sur la réduction, la réutilisation et le recyclage de matériaux et l'harmonie avec la nature. Les flux de matières font l'objet d'un suivi rigoureux. Les mesures mises en place par le Japon « sont probablement les exemples les plus aboutis d'amélioration de la productivité des ressources et de limitation des impacts environnementaux dans la pratique, » indique le rapport.

* La Constitution de l'Afrique du Sud prévoit « un développement et une utilisation des ressources écologiquement durables ». Les politiques mises en œuvre par le pays exigent explicitement un « découplage des ressources et de l'impact » et des réductions des émissions de 30 à 40 % d'ici 2050. Les progrès se heurtent cependant à une dépendance de plus en plus forte vis-à-vis des exportations de charbon et de minéraux. Son intensité carbone est la plus élevée au monde et ses émissions par habitant représentent le double de la moyenne mondiale.

* La Chine s'est fixé pour objectif de bâtir une « civilisation écologique » où les préoccupations liées aux ressources et à l'environnement arriveraient en tête des priorités. Le pays a élaboré des indicateurs de découplage, fixé des objectifs obligatoires, comme de réduire de 20 % l'intensité énergétique et lancé des programmes d'économie de

l'énergie et de réduction de la pollution à l'échelle nationale. Son plan d'action national sur les changements climatiques vise une baisse de 40 à 45 % de l'intensité des émissions de CO2 d'ici 2020.

Selon les auteurs du rapport, la Chine constitue un test de référence à l'échelle mondiale, « parce qu'elle souhaite poursuivre sa croissance économique rapide tout en faisant un usage plus rationnel des ressources. »

« Les mesures que la Chine instaure pour concilier ces objectifs auront une importance capitale pour les autres pays en développement qui partagent les mêmes intentions politiques. »

Le rapport souligne que la réduction du taux de consommation de ressources, et ses conséquences, sont théoriquement possibles si le développement économique du pays n'est pas simplement conçu en termes de croissance matérielle.

« L'heure est venue de reconnaître que les ressources naturelles nécessaires au développement et à la croissance économique sont limitées, » avertissent les auteurs.

Le découplage « impliquera de modifier considérablement les politiques des gouvernements, le comportement des entreprises et les modes de consommation du grand public... ce changement passera par des innovations, voire des transformations radicales. »

Le rapport propose trois scénarios de consommation équitable des ressources par les pays développés et en voie de développement : « convergence d'ici 2050 »

Scénario 1 : maintien du statu quo dans les pays développés, convergence des autres pays

La consommation de ressources par habitant demeure stable dans les pays industrialisés, comme ce fut le cas au cours des trois dernières décennies, et le reste du monde poursuit la tendance actuelle de rattrapage. Ce scénario conduit à une consommation annuelle totale de 140 milliards de tonnes de minéraux, de minerais, de combustibles fossiles et de biomasse, soit 16 tonnes par habitant pour une population mondiale de 9 milliards de personnes d'ici 2050. D'après le rapport, il s'agit d'un « scénario insoutenable du point de vue de l'utilisation des ressources et des niveaux d'émissions, qui dépasse probablement toutes les mesures envisageables en matière de ressources disponibles et d'évaluation des limites en matière de capacité à absorber les impacts. »

Scénario 2 : légère contraction de la consommation dans les pays développés, convergence des autres pays

Les pays industrialisés diminuent de moitié leur consommation par habitant (8 tonnes), tandis que les autres pays rejoignent ce niveau. La consommation totale à l'échelle mondiale s'élèverait par conséquent à 70 milliards de tonnes d'ici 2050. « Ce scénario suppose d'importants changements structurels, qui conduiraient à de nouveaux modes de production industrielle et de consommation, différant sensiblement du modèle industriel occidental traditionnel, gros consommateur de ressources. »

Ce scénario aboutit à une consommation mondiale de 70 milliards de tonnes d'ici 2050, soit 40 % de plus que le volume annuel des ressources extraites enregistré en 2000. La moyenne des émissions de CO₂ par habitant augmenterait de presque 50 % pour atteindre 1,6 tonne par personne et les émissions mondiales devraient plus que doubler.

Rares sont les pays où l'on a observé des réductions drastiques de la consommation, à des niveaux bien inférieurs à ceux envisagés dans le scénario 2 et, dans certains cas, la baisse de la consommation par habitant n'a été obtenue que par l'importation de ressources de l'étranger.

Scénario 3 : forte contraction de la consommation dans les pays développés, qui convergent avec les autres pays

Les pays industrialisés réduisent de deux tiers leur consommation par habitant et les autres nations demeurent à leurs niveaux actuels, avec pour résultats un taux de consommation mondial annuel par habitant de six tonnes et une consommation totale mondiale de près de 50 milliards de tonnes, qui équivaut à celle de l'année 2000.

Ce scénario comporterait tant de restrictions et rebuterait tellement les décideurs politiques qu'il « peut difficilement être envisagé comme un objectif stratégique potentiel, » reconnaissent les auteurs.

Et pourtant, des mesures aussi strictes que celles-ci maintiendraient la consommation mondiale à des niveaux que les scientifiques estiment encore insoutenables. Les émissions moyennes de CO₂ par habitant seraient réduites d'environ 40 % pour atteindre 0,75 tonnes/habitant et les émissions mondiales se stabiliseraient à leur niveau de 2000.

« Ces scénarios remettent en cause notre vision et nos postulats actuels en matière de développement, » poursuivent les auteurs du rapport. « Si les investissements qui sont faits aujourd'hui dans les pays en développement et développés enferment l'humanité dans le maintien du statu quo et un modèle de croissance basé sur une utilisation un peu

moins intensive des ressources, le risque de nous retrouver confrontés à des contraintes écologiques et à des difficultés d'approvisionnement ne fera qu'empirer. »

« Ces conclusions ont conduit le Panel international des ressources à mettre l'accent, dans ses prochains rapports, sur les mesures à prendre pour améliorer la productivité des ressources et proposer des alternatives valables aux décideurs. »

Il reste des difficultés à surmonter...

- * Les décideurs et le grand public ne sont pas encore convaincus qu'il existe des limites matérielles absolues à la quantité de ressources exploitables par l'homme.
- * Les écarts importants en matière de consommation par habitant impliquent de mettre en place différents niveaux d'action. Les pays les plus pauvres, qui seront sans doute les premiers à subir les effets des pénuries de ressources, doivent avoir la possibilité d'améliorer leur niveau de vie. S'ils souhaitent cependant s'engager à leur tour dans un schéma de croissance excessif, ils courent le risque d'exposer leurs économies à des difficultés d'approvisionnement et d'exercer une pression encore plus insoutenable sur le stock de ressources de la planète.
- * Les meilleurs gisements de minéraux, de minerais et de combustibles fossiles et les plus facilement accessibles sont en train de s'épuiser. Les nouveaux gisements sont généralement plus difficiles d'accès et de qualité moindre. La prospection et l'extraction consomment de plus en plus d'énergie, aggravant l'impact sur l'environnement. Il faut dégager à présent trois fois plus de matières pour extraire un minerai donné qu'il y a un siècle, avec la dégradation des sols, de la qualité de l'eau et la consommation d'énergie que cela entraîne.
- * L'extraction de ressources s'effectue de plus en plus dans des pays qui disposent de normes juridiques et environnementales moins strictes, de sorte que « l'impact environnemental par unité de matière extraite est de plus en plus lourd. »
- * À mesure que les échanges se développent, il devient plus difficile de déterminer les responsabilités en matière de consommation des ressources. Il s'agit pourtant d'un facteur capital si l'on veut imposer à chaque pays des restrictions en matière de consommation par habitant. La réduction de l'exploitation minière et de ses conséquences relève-t-elle de la responsabilité du pays où s'effectue l'extraction, de celui qui transforme ce minerai en produit fini ou de celui qui consomme ce produit ?

* Une consommation plus rationnelle de l'énergie et des produits manufacturés comporte souvent un effet boomerang dans la mesure où les économies réalisées permettent aux consommateurs d'acheter d'autres biens ou de les utiliser plus souvent, comme c'est par exemple le cas pour les voitures économes en carburant, qui incitent à faire plus de kilomètres.

Et des raisons de garder espoir

* D'après le rapport, la certitude que des pénuries de ressources écarteront en fin de compte la possibilité de maintenir le statu quo signifie que les pays qui ont pris de l'avance en investissant dans les innovations « récolteront forcément les fruits de leurs efforts lorsque d'autres seront confrontés à la nécessité d'évoluer rapidement. »

* Les pays en développement, qui ne sont pas freinés par les technologies existantes, pourront sauter les étapes qui mènent à des modes de croissance et de production moins consommateurs de ressources, à l'instar d'une grande partie du continent africain, qui a adopté directement la téléphonie sans fil sans passer par un réseau téléphonique fixe.

* La hausse des prix de nombreuses ressources engendre la nécessité économique de diminuer notre consommation même si des prix plus élevés risquent également de financer l'exploitation de gisements plus dispendieux et dangereux pour l'environnement comme c'est le cas pour le pétrole en Arctique.

* L'urbanisation peut réduire le taux de consommation d'une population donnée en améliorant la qualité de la fourniture des services et en « concentrant le savoir-faire ainsi que les ressources financières, sociales et institutionnelles nécessaires à la mise en place d'innovations durables. » Néanmoins, les chiffres de la consommation des villes sont parfois réduits artificiellement si la zone urbaine dépend de l'énergie et des ressources de la campagne environnante. En outre, le niveau de consommation des citoyens augmente parallèlement à la croissance économique. « C'est tout le dilemme auquel sont confrontées les villes en matière de durabilité, » soulignent les auteurs du rapport. « Elles jouent un rôle moteur dans l'utilisation non durable des ressources au niveau mondial mais ce sont elles qui présentent le plus grand potentiel en matière d'innovations durables. »

* Des écarts importants de taux de consommation de ressources existent encore aujourd'hui d'un pays à l'autre et ce, y compris entre des pays qui affichent des PIB par habitant équivalents. C'est la preuve que l'amélioration de la productivité des ressources et la croissance économique au niveau national ne sont pas incompatibles.

Citations clés

« Nous devons garder à l'esprit que la prospérité et le bien-être ne sont pas nécessairement liés à la consommation de quantités toujours plus grandes de ressources. Le découplage ne signifie pas un arrêt de la croissance. Il consiste plutôt à faire plus avec moins. La consommation mondiale de ressources est en train d'exploser. Cette tendance n'est en aucun cas viable. »

Ernst U. von Weizsäcker, co-président, Panel international des ressources du PNUE et ancien président de la Commission de l'environnement du Bundestag

* * * * *

« Découpler les impacts et la consommation de la croissance est une percée importante, une manière de mettre un terme à l'impasse à laquelle nous expose l'idée qu'il faut faire un compromis entre le développement économique et l'environnement. » Dans un monde aux ressources limitées, les pays en développement pourraient adopter une autre vision du développement. »

« La consommation de ressources a explosé depuis l'époque de nos arrière-grands-parents du fait des progrès ayant permis une baisse des prix des ressources. Avec l'augmentation importante de la valeur réelle des denrées alimentaires, des métaux rares, de l'énergie et d'autres ressources, les conditions préalables à une politique volontariste de découplage sont plus nombreuses que jamais. »

Ashok Khosla, co-président, Panel international des ressources PNUE, président de l'UICN et fondateur de Development Alternatives, Inde.

* * * * *

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Nick Nuttall, Porte-parole / Responsable des médias du PNUE, tél. : + 254 20 7623084, mobile : + 254 733 632755 / +41 79 596 57 37, e-mail : nick.nuttall@unep.org

Moira O'Brien-Malone, Chargée de l'information, Division de la Technologie, de l'Industrie et de l'Economie (DTIE), Paris, tél. : + 33 1 44 37 76 12, mobile : +33 6 82 26 93 73, e-mail : moira.obrien-malone@unep.org

Terry Collins, tél. : +1 416 538 8712, mobile : +1 416 878 8712, e-mail : TerryCollins@rogers.com

Jim Sniffen, Administrateur de programme, PNUE, New York, tél. : +1 212 963 8094 ou 8210, e-mail : info@nyo.unep.org

Le Panel international des ressources

Le Panel international des ressources a été lancé officiellement en novembre 2007, avec pour mission de fournir la dynamique scientifique visant à découpler la croissance économique et l'utilisation des ressources de la dégradation de l'environnement. Ses objectifs sont les suivants :

- * Réaliser une évaluation scientifique indépendante, cohérente et fiable de la pertinence des politiques sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et notamment de leur impact environnemental sur l'ensemble du cycle de vie ;
- * Contribuer à une meilleure compréhension des mesures à mettre en œuvre pour découpler la croissance économique de la dégradation de l'environnement.

Pour plus d'informations : www.unep.org/resourcepanel

Le PNUE

Fondé en 1972, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est la conscience environnementale du système des Nations Unies. Basé à Nairobi (Kenya) il a pour mission d'orienter les efforts et d'encourager la formation de partenariats aux fins de la protection de l'environnement, en inspirant et en informant les nations et les peuples, et en leur donnant la possibilité d'améliorer la qualité de leur existence sans compromettre celle des générations futures. La Division de la Technologie, de l'Industrie et de l'Economie (DTIE) du PNUE, basée à Paris, aide les gouvernements, les administrations locales et les décideurs des entreprises et de l'industrie à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des pratiques axées sur le développement durable. La Division dirige les travaux du PNUE dans les domaines du changement climatique, de l'utilisation rationnelle des ressources, des substances nocives et des déchets dangereux. Pour plus d'informations : www.unep.org

* * * * *

Tableau en annexe

